

Valence: salle comble contre le gazoduc Eridan

Publié le 15 Novembre 2014 à 17:35 [Envoyer](#) [Commenter](#)



Samedi 15/11, au cinéma Le navire de Valence, se tenait une conférence de presse contre le projet de gazoduc Eridan. Un événement modéré (il ne se s'agissait pas d'une manif' en colère aux grilles de la préfecture) mais qui rassemblait, parmi une centaine de personnes, un nombre appréciable d'élus locaux directement concernés. Elus rejoints par Hélène Legagneur et Annie Lagier, conseillers régionaux (EELV), et Michèle Rivasi (députée européenne EELV), partie prenante mais ayant dû se faire excuser.

Le Département, qui n'avait pu proposer de salle pour cette réunion, n'avait non plus pas envoyé de représentant.

Comme l'a expliqué d'entrée Gérard Dabbène, maître de cérémonie, il s'agissait, contrairement à GRTGaz (filiale de GDF-Suez, le constructeur), non pas de "communiquer", mais d'informer. Informer sur les risques générés par le projet mais également sur sa validité industrielle, et son coût. Informer, aussi, sur les équivoques entretenues dans le dossier de Déclaration d'Utilité Publique, signée par le préfet de la Drôme fin octobre dernier.

Un projet à risques "minimes"

Ainsi que l'avait autrefois expliqué en commission le responsable de GRTGaz, "il y a des dangers mais pas de risques", ceux-ci étant soit "minimes", soit "acceptables". Jacques SZABO, ingénieur retraité, membre d'une des associations protestataires, s'est employé à chiffrer ce qu'il faut entendre derrière le flou qu'il dénonce dans ce vocabulaire.

Rappelons ici ces éléments: sur 660 mètres de part et d'autre du tracé, se trouvent lotissement, école, zone artisanale, camping, hôtels et restaurants, aire d'autoroute... pour s'en tenir au sud proche de Montélimar. Les élus pierrelatins précisent qu'ils ont également un centre aéré, et il resterait à énumérer la situation des communes plus au sud, à partir de Caderousse. Cette zone des 600 mètres est celle définie "zone ELS" (effets létaux significatifs), elle-même contestée comme insuffisamment évaluée par l'INERIS (Institut National de l'EnviRonnement Industriel et des risques, mandaté par le Ministère de l'environnement). L'INERIS prescrit d'étendre cette zone à 1500 m, distance de sécurité retenue pour les travailleurs du nucléaire de Marcoule.

Aux questions posées par la salle sur l'importance de la population concernée, Gérard Dabbène a une réponse cinglante: si, à la louche, on estime le chiffre autour du millier, il appartient aux organismes publics (Départements et préfectures) disposant des sources de chiffrage sûr, de donner la réponse. Celle-ci reste attendue.

Plusieurs maires - ceux dont les communes ont des zones inondables parcourues par le tracé - s'inquiètent d'un autre risque: le gazoduc, tuyau de 1,20m de diamètre, est enterré sous un mètre de terre. Qu'en sera-t-il en cas d'inondation ou de glissement de terrain? A plus forte raison dans 10, 20, 30 ans? Et des digues et ouvrages qu'il faudra éventrer, fragiliser? Un

autre risque, et nullement potentiel celui-là et à effet immédiat, sera la stérilisation, sans même indemnisation, des zones traversées: inconstructibilité, activités réduites ou impossibles, d'où dévalorisation des terres, arrêts des projets de développement communaux, destruction de zones naturelles et zones agricoles protégées... tout cela au service d'intérêts privés.

UN PROJET A L'OPPOSÉ DES ENGAGEMENTS DE LA FRANCE

- Au niveau européen, la France adopte le Paquet Énergie Climat 2014 qui prévoit **40% de baisse des énergies carbonées...**
- En France, l'Assemblée Nationale confirme en adoptant la Loi de Transition Énergétique...
- Et **GRTGaz multiplierait par 5** sa capacité de transport de gaz en vallée du Rhône, avec l'aval d'un Préfet ?

Hypothèses **GRTGaz** - plan décennal 2013-2022 - en TWh :
2012 : 464 2015 : 461 **2022 : 466**

Hypothèses basses **ADEME** - loi de transition énergétique 2014 - en TWh :
2010 : 465 **2020 : 419** 2030 : 430 2040 : 302 **2050 : 93**

Hypothèses hautes **ANCRE** - loi de transition énergétique 2014 - en TWh :
2010 : 465 **2020 : 442** 2030 : 407 2040 : 372 **2050 : 337**

18 Nov. 2014 Jack SZABO - Collectif des Associations NON à ERIDAN 2

Au service de quel intérêts?

La justification apportée est celle de l'intérêt collectif, position également dénoncée par les intervenants, dont plusieurs maires après Jacques Szabo. Les 79 communes concernées (41 en Drôme) sont censées se plier à un intérêt national, lui décrit selon les vues du siècle dernier. L'argument clé est celui du renforcement de l'approvisionnement énergétique de la France. Toutefois, non seulement les chiffres, rapportés par GRTGaz même, montrent que la France est d'ors et déjà sur-approvisionnée, plus encore, la loi de transition énergétique, en accord avec les dispositions européennes, prévoit de réduire le recours au gaz (chiffres sur le site indiqué ci-dessous). Cela alors que GRT propose, avec Eridan, de multiplier par 5 la capacité de transport de gaz naturel en vallée du Rhône.

Des équivoques dénoncées

Transport de gaz... ou stockage? Le tracé ne prévoyant plus de déboucher sur un réseau national, toute l'installation laisse supposer, en fait, un immense stockage, dans un tube de 1,20 m sur plusieurs centaines de kilomètres. Alors pourquoi parler de transport de gaz ? C'est que le stockage suppose d'autres réglementations, notamment celle d'enfouir à 9 mètres minimum...

Et que penser d'une signature préfectorale de Décret d'Utilité Publique reposant sur le seul avis du constructeur? Contraire aux prescriptions européennes sur l'énergie? Envisageant la mise en danger de populations sans, au moins, demander leur avis?

Reste qu'il s'agira aussi d'un investissement notable de 620 millions d'Euros, à imputer sur la facture de gaz des particuliers.

C'est entre autres sur ces points que compte attaquer l'avocat sollicité par les associations de défense pour contester en justice le décret. Thierry Cornillet (ancien maire de Montélimar), avocat, est lui-même aux côtés des opposants à ce que tous dénoncent comme un GPII : Grand Projet Inutile et Imposé, sur un air que l'on commence à connaître.

Photo du haut: maires et élus associatifs en rangs serrés.

Informations chiffrées sur le site des opposants : www.pierredomachal.com et celui de GRTgaz: www.smart.grtgaz.com/fr